



## **Retour du débat sur les enjeux fédéraux de la préservation archivistique**

Ce jeudi 9 mai à Bruxelles, avenue Emmanuel Mounier, s'est déroulé le deuxième débat organisé par l'AAFB autour son Mémoire en vue des élections du 26 mai prochain. À cette occasion, Nathalie Gilson (MR), Jean-Francois Thayer (CDH), Mattéo Segers (Ecolo) et Nevruz Unal (PS) ont répondu à notre invitation et se sont prêtés au jeu du débat.

Les questions posées aux candidats bruxellois se concentraient sur les enjeux fédéraux liés à la préservation du patrimoine archivistique. Les thèmes de la bonne gouvernance, de la formation des professionnels de la gestion de l'information, de la transparence, de l'Agence numérique et de l'open data étaient au cœur du débat.

Le débat était coanimé par Annick Delcampe et Sébastien Soyez. Grâce à l'IHOES, les interventions ont été enregistrées et seront prochainement disponibles sur le site de l'association et sur la plate-forme « Mémoire orale » ([www.memoire-orale.be](http://www.memoire-orale.be)).

En guise d'introduction, les animateurs ont rappelé les objectifs principaux du Mémoire à savoir, la préservation numérique, l'homogénéisation de la législation et le développement d'une expertise.

### **Résumé de la position des partis invités**

Lors des premiers échanges, les candidats s'accordent pour affirmer qu'ils sont conscients qu'il faut prendre des mesures pour la bonne gouvernance, mais que cela demande un budget important. Le CDH et le PS mentionnent que le secteur de la gestion de l'information est porteur d'emploi.

Le **MR** regrette que peu de choses aient été faites sur le décret des archives privées. Le MR rappelle les avancées du RGPD et du Digital act dans le domaine fédéral. C'est un enjeu



important : la Belgique a du retard par rapport à d'autres pays. Le plan d'investissement fédéral proposé par le Gouvernement Michel propose d'aller plus loin dans la digitalisation : 60.000.000 euros pour aller vers une société numérique.

Le **CDH** mentionne que l'archivage des données est fondamental, car, touche au quotidien. Garder une trace permet également de lutter contre les fakes news. Selon, le CDH, il s'agit d'une fonction à prendre en compte au plus haut niveau de la hiérarchie. La préservation des données fait partie des fonctions régaliennes d'un État. La digitalisation permet une participation citoyenne et une transparence des administrations.

Le **PS** admet que le bilan n'est pas à la hauteur des enjeux. Nevruz Unal mentionne également qu'il y a un manque de conscience du politique du travail des professionnels de l'information. Par une expérience personnelle, elle s'est rendu compte que c'est un secteur dont les outils sont rapidement dépassés. De plus, le PS affirme que certes, le financement est important, mais le secteur est porteur d'emploi.

Pour **Ecolo**, il y a un besoin de changement culturel pour la prise en compte des problématiques liées aux archives. L'attitude du politique doit être à l'écoute des demandes des professionnels. Selon Mattéo Segers, nous sommes actuellement dans l'urgence numérique et dans une période de transition. Il faut donc revoir le référentiel en incluant le passage au numérique. De plus, il y a un problème d'obsolescence programmée pour les technologies de l'archivage. Écolo conclut en pointant le besoin d'identifier les priorités et de donner les moyens aux professionnels de s'exprimer.

### **Réactions et interpellations de la salle**

Les interpellations et les réactions de la salle sont venues compléter voire nuancer les réponses des candidats. Le public a souhaité s'exprimer sur le cadre légal qui a certes évolué, mais dont



les moyens financiers manquent, sur la formation et la transformation des métiers. Les missions des archivistes se sont élargies sans qu'il y ait un soutien humain ou financier.

Au sujet de la formation, les différents partis ont également partagé leurs prises de position. Le PS et le CDH souhaitent que les formations soient davantage développées. Le CDH prend conscience qu'il y a un besoin de financement. Pour le MR, les formations sont à développer et à adapter à la réalité de terrain avec l'intégration de stages. Le MR confirme que le terme gestion de l'information est plus parlant pour beaucoup et souffre moins des clichés d'archives.

Le sujet du versement des archives des cabinets et des ministres a été évoqué. À ce sujet, les candidats ont été interpellés et s'accordent sur l'importance de garder les traces de leur travail pour la transparence. La problématique doit être prise dès le départ. Matéo Segers, propose d'organiser une rencontre avec les parlementaires en début de mandature pour les sensibiliser et de créer une charte parlementaire en vue de verser les documents.

## **Conclusion**

Ce débat où les interventions des participants ont été vives a pour mérite d'avoir permis aux professionnels de l'information de faire à nouveau entendre leurs souhaits et leurs revendications auprès des politiques. Nous retenons principalement la prise de conscience des candidats sur l'importance de la préservation.

Quoi qu'il en soit, l'AAFB sera présente après les élections du 26 mai pour poursuivre le travail de conscientisation des acteurs politiques et les convaincre d'investir dans les métiers et les compétences des gestionnaires de l'information !